

Pétitions

ON DEMANDE LE RÉTABLISSEMENT DE LA PLEINE INDEXATION
DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET L'ANNULATION DES
HAUSSES D'IMPÔT

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter une pétition au nom d'un certain nombre de résidents de l'ouest du Canada qui sont d'avis que la désindexation du régime universel des allocations familiales et les réductions massives dans les prestations gouvernementales pour les enfants constituent une attaque injuste contre les femmes et les familles avec enfants, surtout les familles monoparentales. Les pétitionnaires demandent que la Chambre des communes, et le gouvernement en particulier, rétablissent la pleine indexation du régime universel des allocations familiales et annulent les hausses injustes d'impôt du dernier budget.

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, j'ai moi aussi l'honneur de présenter plusieurs pétitions. La première vient de la circonscription de Burnaby. Elle porte sur la question des allocations familiales et demande à la Chambre de rétablir la pleine indexation du régime universel des allocations familiales et d'annuler les hausses injustes d'impôt.

Les deux pétitions suivantes viennent de Halifax, en Nouvelle-Écosse, et reconnaissent elles aussi que la désindexation des allocations familiales imposera aux familles un fardeau qui ne sera pas compensé par les modifications apportées au crédit d'impôt-enfant. Les pétitionnaires demandent la réindexation complète du régime universel des allocations familiales.

[Français]

LES POMPIERS DE L'AÉROPORT DE QUÉBEC À SAINTE-FOY

Mme Suzanne Duplessis (Louis-Hébert): Monsieur le Président, je dépose aujourd'hui respectueusement une pétition au nom des pompiers fédéraux de l'aéroport de Québec à Sainte-Foy dans la circonscription de Louis-Hébert. Ils demandent au Conseil du Trésor et au gouvernement de faciliter le renouvellement de leur contrat de travail et de leur accorder des conditions de travail améliorées.

[Traduction]

LA FERMETURE POSSIBLE DES ATELIERS DU CN À MONCTON

M. Dennis H. Cochrane (Moncton): Monsieur le Président, une fois de plus, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre un certain nombre de pétitions signées par des habitants de la circonscription de Moncton qui s'inquiètent de l'avenir des ateliers du CN. Ils déclarent que l'évaluation actuelle de la capacité d'entretien au Canada pourrait avoir des conséquences négatives et priver de leur emploi des centaines d'employés qui travaillent aux ateliers de Moncton. Ils demandent aux députés d'empêcher toute initiative qui pourrait nuire d'une façon ou d'une autre aux installations de Moncton.

● (1510)

ON DEMANDE LE RÉTABLISSEMENT DE LA PLEINE INDEXATION
DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET L'ANNULATION DES
HAUSSES D'IMPÔT

M. Neil Young (Beaches): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter une pétition signée par des habitants de la région de Kitchener-Waterloo, en Ontario. Ces pétitionnaires déclarent que la désindexation des allocations familiales universelles est un coup injuste porté aux femmes et aux familles, car elle ne sera pas compensée par les changements apportés au crédit d'impôt-enfants. Par ailleurs, les augmentations de taxes et d'impôt prévues dans le budget de mai imposent une charge indue aux salariés à faible ou moyen revenu.

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, j'ai également l'honneur de présenter une pétition provenant d'infirmeries manitobaines qui protestent contre la volonté du gouvernement de désindexer partiellement le régime universel d'allocations familiales. Elles demandent en outre au gouvernement de supprimer les hausses fiscales injustes qui nuiront à beaucoup de Canadiens.

M. Cyril Keeper (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, j'ai quelques pétitions dont l'une, concernant les allocations familiales, porte la signature de centaines de citoyens de ma circonscription. Les signataires estiment que la désindexation frappe injustement les femmes et les familles, surtout les familles monoparentales dirigées par une femme.

L'autre pétition du même ordre provient de la Nouvelle-Écosse.

Une autre encore, sur les allocations familiales, provient de la Colombie-Britannique. Les signataires demandent tous au gouvernement de rétablir la pleine indexation des allocations familiales.

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, voici des pétitions qui renferment au-delà de 200 signatures de citoyens résidant dans Spadina et ailleurs, à Toronto, lesquels s'opposent au projet de loi gouvernemental qui aura pour effet de réduire de 3 p. 100 la hausse annuelle des allocations familiales. Ils font remarquer que cette mesure est injuste en comparaison des allègements fiscaux généreux dont bénéficieront les sociétés et les hauts salariés. Par conséquent, les signataires prient la Chambre de rétablir la pleine indexation du régime universel d'allocations familiales et d'annuler les modifications fiscales injustes.

[Français]

M. Alain Tardif (Richmond-Wolfe): Monsieur le Président, il est également de mon devoir de présenter à la Chambre un certain nombre de pétitions dont l'objectif est, évidemment, la même préoccupation, soit celle des personnes, et qui sont très nombreuses, qui déplorent le fait que le gouvernement veut désindexer les allocations familiales.

Monsieur le Président, j'en ai une première qui nous vient de la circonscription fédérale de Montréal-Sainte-Marie. J'en ai une deuxième qui vient de la circonscription fédérale de Saint-Jean; une autre de la circonscription fédérale de Verchères et, finalement, une dernière provenant de la circonscription fédérale de Saint-Hyacinthe-Bagot où des centaines de personnes voudraient voir rétablir la pleine indexation concernant les allocations familiales et cela, à une période où c'est très important d'avoir une pleine indexation.